

L'Europe renforce ses rÃ"gles en matiÃ"re de traitement des eaux usÃ©es urbaines

Dossier de la rÃ©daction de H2o
April 2024

Mercredi 10 avril, le Parlement europÃ©en a adoptÃ©, dans un vote final, une nouvelle loi mettant Ã jour les rÃ"gles de l'UE en matiÃ"re de collecte, de traitement et de rejet des eaux urbaines rÃ©siduaires. Les communes d'Europe craignent une explosion des coÃ»ts pour sa mise en place.

Depuis la mise en place dans les annÃ©es 1990 d'une rÃ©glementation sur le traitement des eaux urbaines rÃ©siduaires, la qualitÃ© de l'eau dans l'Union europÃ©enne s'est considÃ©rablement amÃ©liorÃ©e. Aujourd'hui, 98 % des eaux usÃ©es sont collectÃ©es puis traitÃ©es conformÃ©ment aux normes communautaires, mÃªme si diffÃ©rents cas d'assainissement dÃ©faillent ainsi que la prÃ©sence de produits chimiques difficilement traitables (notamment les PFAS), continuent d'impacter l'environnement et la santÃ© des EuropÃ©ens. D'ici 2035, toutes les agglomÃ©rations d'au moins 1 000 habitants devront assurer l'Ã©limination des matiÃ"res organiques biodÃ©gradables via un traitement secondaire. Un traitement tertiaire pour l'Ã©limination de l'azote et du phosphore devra Ãªtre mis en place pour les communes de plus de 150â‰ 000 habitants d'ici 2039, puis pour les communes de plus de 10â‰ 000 habitants d'ici 2045. Les micropolluants feront l'objet d'un traitement quaternaire obligatoire pour plus de 150â‰ 000 habitants d'ici 2045. La directive rÃ©visÃ©e renforce la surveillance de divers agents infectieux qui peuvent se retrouver dans les eaux usÃ©es (virus, agents pathogÃ"nes...), mais aussi des polluants chimiques ou encore des microplastiques. Le rapporteur du texte, l'eurodÃ©putÃ© finlandais Nils Torvalds (Renew Europe) a dÃ©clarÃ© : "La lÃ©gislation amÃ©liorera considÃ©rablement les normes de gestion de l'eau et de traitement des eaux usÃ©es en Europe, en particulier grÃ¢ce aux nouvelles rÃ"gles sur l'Ã©limination des micropolluants provenant de mÃ©dicaments et de produits cosmÃ©tiques. Nous veillons Ã ce que ces rÃ"gles n'aient pas de consÃ©quence disproportionnÃ©e sur le caractÃ"re abordable des mÃ©dicaments, et qu'Ã l'avenir les produits chimiques nocifs, comme les PFAS fassent l'objet d'un suivi et d'une meilleure gestion." La nouvelle directive introduit Ã©galement des objectifs croissants pour la part d'Ã©nergie renouvelable utilisÃ©e pour le fonctionnement des stations d'Ã©puration des eaux urbaines rÃ©siduaires, avec en fine, la neutralitÃ© Ã©nergÃ©tique complÃ©te pour 2045. Le texte adoptÃ© demande Ã©galement aux Ã‰tats membres, particuliÃ"rement ceux soumis Ã un stress hydrique rÃ©gulier, de promouvoir la rÃ©utilisation des eaux usÃ©es traitÃ©es dans cadre de stratÃ©gies nationales sur la rÃ©silience de l'eau.

Pour assurer la couverture des coÃ»ts de traitement supplÃ©mentaires destinÃ©s Ã l'Ã©liminer les micropolluants des eaux urbaines rÃ©siduaires, la directive prÃ©voit l'introduction d'une responsabilitÃ© Ã©largie du producteur (REP) pour les mÃ©dicaments Ã usage humain et les produits cosmÃ©tiques. Au moins 80 % des coÃ»ts seront couverts par les producteurs, le reste sera couvert par un financement national. Selon une estimation de 2020 rÃ©digÃ©e par la Commission europÃ©enne et l'OCDE, le coÃ»t de la mise en place de cette directive, ainsi que celle sur l'eau potable, s'Ã©tendrait Ã 289 milliards d'euros pour 2030. De ce fait, le rÃ©seau de villes europÃ©ennes Eurocities plaide en faveur d'une ouverture du Fonds de cohÃ©sion europÃ©en pour la mise en place de ces nouvelles rÃ"gles en matiÃ"re de traitement des eaux usÃ©es. Il demande Ã©galement la mise en place, le plus rapidement possible, de la REP : "Des systÃ"mes de responsabilitÃ© Ã©largie des producteurs efficaces devraient Ãªtre mis en place avant que les investissements ne soient rÃ©alisÃ©s pour financer ces dÃ©veloppements, et les dÃ©fis devraient Ãªtre ajustÃ©s en consÃ©quence."

Parlement europÃ©en